

LA SITUATION INTERIEURE DE L'U. R. S. S.

CHAPITRE I

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE —

Le caractère fondamental de l'économie est le suivant : c'est une économie planifiée sur la base d'un bas niveau des forces productrices. Exposons rapidement (d'après la « Révolution trahie » et la « Planification soviétique »), les caractères auxquels cela correspond.

I. - CARACTÈRES POSITIFS

Nous allons voir que, historiquement, ils sont les conséquences de la Révolution d'Octobre. Celle-ci, à la faveur de circonstances objectives et subjectives favorables, a renversé en Russie le régime capitaliste ; elle a détruit le pouvoir politique de la bourgeoisie : celle-ci n'est pas revenue en scène depuis vingt-neuf ans (une génération) malgré toutes les difficultés qu'a traversées le pays.

Le pouvoir économique de la bourgeoisie ne tomba pas évidemment d'un coup, le 25 octobre, mais il cessa d'être soutenu par le pouvoir politique et, tout de suite, les nouveaux dirigeants eurent à « diriger », dans une grande mesure, l'économie. Il importe de rappeler les principales étapes :

a) Essai d'instaurer un capitalisme d'Etat sous le contrôle des ouvriers (nationalisations des banques, de la publicité, du sol) ;

b) Avec la guerre civile, « communisme de guerre (nationalisations complètes, gestion ouvrière, interdiction du commerce, réquisition) ;

c) En 1921, la N.E.P., nouvelle politique économique, qui dut rétablir la liberté du commerce, la circulation monétaire, la petite et moyenne industrie privée ;

d) A partir de 1928, collectivisation de plus en plus poussée et établissement de grands plans quinquennaux qui non seulement orientent mais organisent la production et la répartition. Notons que cette importante étape a été réalisée — avec retard et brutalité — mais avec efficacité, par la bureaucratie déjà affirmée.

Mais il est évident qu'elle n'a pu le faire qu'à la faveur du rapport de forces établi par la Révolution d'Octobre. Actuellement, l'économie soviétique possède les caractères suivants :

Collectivisation des richesses naturelles et moyens de production

Il y aurait lieu d'analyser les caractères de cette collectivisation, mais son importance ne fait aucune doute. Bet-

telheim cite les chiffres suivants : en 1936, le poids spécifique de l'économie socialiste :

au point de vue du revenu total, est de 99,1 p. 100 ;

Dans la production brute de l'agriculture, de 97,7 p. 100 ;

La production collective des kolkhozes y étant comprise bien que ces entreprises ne soient pas purement socialistes, mais plutôt coopératives ;

95,3 p. 100 des emblavures sont cultivées collectivement dans les kolkhozes ou sovkhozes.

L'Etat possède le monopole du commerce extérieur

Grâce à ces caractères fondamentaux il a été réalisé une planification de la production, de la répartition, des échanges avec l'étranger. Il n'y a pas un acte de la vie économique qui ne doive être prévu, exécuté, contrôlé sous l'égide de la commission des plans.

Les avantages de la planification ne sont plus à démontrer théoriquement. Pratiquement, ils se sont traduits par une croissance des forces productives qui eût été impossible autrement. (En particulier l'U.R.S.S. n'a pas participé à la crise mondiale de 1929.) On sait que les indices de croissance les plus frappants sont relatifs à l'industrie : la production de houille est passée, entre 1928 et 1936, de 35 à 136 millions de tonnes, contre 29 en 1913 — et singulièrement à l'industrie des moyens de production : la puissance de l'ensemble des tracteurs construits en 1936 est de 171 millions de kilowatts contre 1,3 en 1928. En ce qui concerne les transports, le mouvement des marchandises (en milliards de tonnes-kilomètres) est passé de 93 à 322. C'est dans l'agriculture qu'il y a eu stagnation relative pendant la même période — ceci à cause du bouleversement technique apporté par la collectivisation et de la répartition inégale des efforts prévus par les plans. Mais les années suivantes montrent la production agricole en progression et obéissant de mieux en mieux aux plans.

Les résultats techniques de cette économie éclatèrent aux yeux du monde pendant la guerre. Aujourd'hui elle permet à l'U.R.S.S. de se relever relativement mieux qu'un autre pays, de n'être pas entravée par des difficultés financières, mais seulement par d'insurmontables difficultés matérielles dues à l'immensité des destructions et par des difficultés politiques sur lesquelles nous reviendrons. Malgré ces difficultés, l'U.

R.S.S. est, à l'heure actuelle, une des premières puissances économiques du monde. Seuls les U.S.A. la dépassent incontestablement.

II. - CARACTÈRES NÉGATIFS

Trotsky les a lumineusement analysés dans la « Révolution trahie ».

Il a montré leur origine historique dans l'échec de la révolution européenne après la première guerre mondiale et dans la conséquence qu'en fut l'isolement politique et économique de l'Union soviétique. Or la Russie était économiquement arriérée et il n'était pas question d'y réaliser ce que Marx avait défini comme socialisme au stade inférieur de la société communiste. On sait qu'à ce stade la production doit être assez élevée pour satisfaire les besoins des travailleurs — pas encore inconditionnellement, mais dans une mesure suffisante pour qu'il n'y ait pas oppression de la majorité, que la pression de l'Etat puisse diminuer et celui-ci commencer à « dépérir », selon la formule consacrée. On a dit justement qu'on ne socialise pas (au vrai sens du terme) la misère : comme il y avait production insuffisante en Russie, il y fut nécessaire d'imposer, à l'aide d'un appareil d'Etat, des mesures de contrainte très générales. Il était nécessaire, pour assurer la marche et le progrès de l'économie, de placer certaines industries dans des conditions privilégiées ; mais ce qui intervint surtout, ce fut un processus de différenciation des couches sociales, processus fatal lorsqu'il y a lutte pour la vie. Ceux qui disposaient d'un pouvoir quelconque, en particulier les cadres, en profitèrent surtout, à la faveur de la N.E.P., pour s'assurer le maximum de stabilité et d'avantages personnels. Ainsi naquit la bureaucratie, dont nous analyserons plus loin les caractères politiques et la destinée. Nous voyons déjà que son existence est une conséquence directe du bas niveau des forces productives et de son corollaire, le bas niveau de la culture et du rendement.

A son tour, la bureaucratie réagit sur les forces productives. Nous avons vu qu'elle a été capable de les faire considérablement — et brutalement — progresser. Elle l'est encore dans une certaine mesure — cela se manifeste par le rythme actuel de la reconstruction. Mais en même temps elle leur impose une limitation par des méthodes d'action que nous verrons plus loin. Une raison profonde en est justement que son existence est liée à ce bas niveau. Non seulement il fut cause de sa formation, mais encore s'il faisait place à un

niveau plus élevé, la situation de la bureaucratie se trouverait ébranlée par l'amélioration du niveau culturel et politique, par le regain fatal de démocratie que cela entraînerait dans les masses. On a pu observer le début d'un processus de ce genre dans les années 1935-1936. A une légère amélioration du niveau de vie, et plus encore à la stabilité du système social-collectiviste correspondit une certaine recrudescence de vie politique dans les masses, qui risquait de cristalliser les mécontentements dans une voie révolutionnaire. Une raison d'être des procès de Moscou et de la persécution générale des vieux bolcheviks fut la nécessité d'anéantir cette opposition naissante.

Par ces remarques, nous essayons de préciser les rapports entre le niveau de vie et la bureaucratie, mais nous ne prétendons pas indiquer un danger actuel, ni même proche, pour cette dernière ; parce que ses méthodes particulières lui permettent d'empêcher longtemps toute démocratie de renaître, et surtout parce que les facteurs prédominants — armement, guerre et autres contre-coups du capitalisme — empêchent le niveau de vie de s'élever sérieusement en U.R.S.S. — bien au contraire.

Le bas niveau de vie n'est pas voulu comme tel par la bureaucratie ; il est maintenu, d'une part, par la prédominance volontairement accordée aux industries d'équipement, pour des raisons d'ordre économique, politique, stratégique ; d'autre part, par les facteurs qui freinent le développement économique dans son ensemble. En particulier :

L'accaparement d'une forte proportion du revenu national et des biens produits par la bureaucratie ;

Les erreurs dans l'élaboration et l'exécution des plans : le gaspillage bureaucratique ; dans les campagnes, le développement inégal des kolkhozes ;

Le faible niveau technique et le faible rendement, d'ailleurs liés inévitablement, dus à l'insuffisance du niveau de la vie et de la culture, et à la médiocre organisation du travail. Cela a été combattu et amélioré dans certains secteurs (la productivité annuelle d'un ouvrier de la fonte est passée de 253 tonnes à 740 tonnes de 1932 à 1937). Le mouvement stakhanoviste a donné des résultats très mélangés. Dans l'ensemble, la productivité du travail doit être encore basse. Un indice important, à ce point de vue comme à bien d'autres, est l'importance économique qu'a pu prendre le travail forcé dans les camps de concentration, où le régime de vie réduit considérablement le rendement. Même la guerre ne suffit pas à expliquer que le travail des forçats puisse concurrencer, ou même compléter sérieusement celui des ouvriers. Il serait important de posséder des documents sûrs et actuels, relatifs à ce problème. Mais le principal obstacle que la bureaucratie impose à l'augmentation des forces productives réside dans le fait qu'elle retarde la révolution européenne et mondiale qui seule, par une planification générale,

pourra faire sortir l'économie soviétique de l'ornière du soi-disant « socialisme dans un seul pays ».

III. - CONCLUSION

De l'examen de ces prémisses économiques, comme de la description de cette économie, il résulte — ce qui est tout à fait admis parmi nous — que l'économie de l'U.R.S.S. n'est pas socialiste. Trotsky a depuis longtemps fait justice des mensonges officiels à ce sujet et analysé leur fonction politique.

Cependant le système de planification soviétique possède une grande efficacité et résout plusieurs des contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme : ce n'est pas une économie capitaliste. Nous sommes en désaccord avec les notes de R. Guérin, où il dit que les crises en U.R.S.S. ne sont qu'évitées par l'extension des industries de guerre, comme cela peut arriver en pays capitaliste, mais que leur cause — insuffisante consommation des masses — subsiste. Il y a bien sous-consommation des masses, mais si le revenu national est investi dans le domaine des industries d'armement, si l'on développe l'exportation, c'est consciemment, pour des raisons économiques et politiques précises, et pas du tout parce que le système économique rend automatiquement impossible que les travailleurs profitent du fruit de leur travail. La planification permettrait justement l'absorption de la

production par le marché intérieur, car le profit (qui n'a pas disparu) y est collectivisé et maîtrisé — et il n'a plus le caractère anarchique du profit individuel des capitalistes.

Malgré les entraves de la bureaucratie, la planification soviétique est totalement différente du dirigisme économique des pays fascistes ou autres, qui conservent le capitalisme avec presque toutes ses contradictions. Le rapprochement entre hitlérisme et stalinisme nous semble aussi faux économiquement que juste au point de vue totalitarisme et bureaucratisation. Et pourtant la confusion entre économie collective planifiée et capitalisme « dirigé » domine la pensée de beaucoup de nos contemporains, en particulier de ceux qui s'imaginent — ou veulent s'imaginer — que le capitalisme peut être peu à peu dirigé, puis résorbé par des méthodes bureaucratiques et autoritaires. C'est ainsi que bien des stalinistes voient maintenant la marche au socialisme en France où, malgré la guerre, le capitalisme n'a pas perdu de terrain ; a fortiori, en Tchécoslovaquie, où il en a perdu ; nous reviendrons sur ce néo-réformisme.

Par contre nous sommes conduits à attacher une importance primordiale (comme le fait Daniel Logan) aux facteurs sociaux et politiques qui freinent le développement de l'U.R.S.S. aussi inéluctablement que le ferait le mécanisme de l'économie capitaliste.

CHAPITRE II

STRUCTURE SOCIALE ET POLITIQUE

I. - DESTINÉES DE L'ANCIENNE BOURGEOISIE

La bourgeoisie fut éliminée politiquement par la révolution d'octobre. Sa puissance industrielle devint négligeable à partir de 1928. Sa puissance dans les campagnes fut jetée à terre à la même époque (dékolakisation).

Or la bourgeoisie russe était une classe peu nombreuse, peu cohérente. Les hautes sphères — en particulier l'aristocratie, la diplomatie, le haut clergé — disparurent de la scène en 1917, c'est-à-dire il y a vingt-neuf ans. Or en une génération, ces éléments déclassés émigrés se sont nécessairement modifiés, les traditions là où elles existent encore étant dégénérées. Ils peuvent se rallier à un régime social en U.R.S.S., mais ils ne peuvent nullement en être des éléments moteurs et décisifs.

Quant aux industriels, techniciens, anciens fonctionnaires qui gardèrent plus longtemps des privilèges économiques, ils se sont déjà intégrés au nouveau régime ; il faut tenir compte de l'importance politique et sociale qu'a eue

cette intégration. Maintenant, ces éléments ne vont pas se détacher en bloc des nouvelles couches sociales, mais agir au sein de celles-ci en même temps que des éléments ayant un passé différent. Peut-être dans les campagnes le remaniement et le mélange ont-ils été moins définitifs, mais les bourgeois des campagnes — si l'on peut appeler ainsi les koulaks — ne se distinguaient pas des autres paysans par un meilleur niveau culturel et, isolés dans les campagnes, ils ne formaient pas une classe étanche. Quoi qu'il en soit, ceux qui sont restés après la dékolakisation font actuellement partie de la classe paysanne.

On voit par là qu'il n'y a pas de bourgeoisie russe dépossédée prête à revenir massivement en scène en tant que classe. Tous les éléments sociaux importants sont ceux qui forment actuellement les différentes couches de la société soviétique — c'est à partir de celle-ci que se différencieraient les couches sociales de l'avenir. Les couches actuelles, même si elles comprennent des éléments ou des descendants de l'ancienne minorité bourgeoise, proviennent essentiellement des autres classes, petite bourgeoisie, paysanne et ouvrière — cette dernière ayant eu au début un rôle décisif.